

# Les Echos

JEUDI 23 FÉVRIER 2023

**Télévision** M6 garde sa fréquence face à la proposition alternative de Xavier Niel // P. 29

**Outre-mer** Ces crises en série qui asphyxient les entreprises // P. 30



## Stellantis, champion des profits

● Le groupe, issu de la fusion de PSA et Fiat Chrysler, engrange près de 17 milliards d'euros de bénéfices. ● Une interview du PDG Carlos Tavares : « Dans l'électrique, le rouleau compresseur Stellantis est en marche. » ● Les carnets de commandes sont pleins, mais le secteur redoute une guerre des prix.

// PAGES 22-23 ET « CRIBLE » PAGE 42

## Bon début d'année pour l'activité française

**CONJONCTURE** Au fil des indicateurs, la tendance se confirme : l'activité économique dans l'Hexagone se révèle meilleure que ce que prévoyaient les experts fin 2022. Les prochains mois se présentent sous des auspices favorables dans l'industrie manufacturière comme dans les services. Seul le bâtiment fait grise mine, selon le climat des affaires mesuré par l'Insee. Autre signe d'optimisme : les patrons de PME et TPE sont 56 % à envisager de nouveaux investissements cette année, soit nettement plus que le trimestre précédent, selon le baromètre trimestriel publié par Bpifrance. // PAGE 4



Shutterstock

## analyses

### Même la confiance en soi devient du court terme

Par Muriel Jazor

Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, la confiance en soi, une fois acquise, n'est pas définitive. Pour les deux tiers des Français, c'est même... du court terme. Les nouvelles technologies, notamment, font des dégâts. Alors que le système scolaire et ses notations sont critiqués, l'écosystème des réseaux sociaux engendre un flux continu d'évaluations et de jugements volatils. Les « like » et l'augmentation des « followers » rassurent, mais les mauvais commentaires remettent en cause la confiance en soi. // PAGE 18



### Ukraine : l'indispensable victoire

Par Virginie Robert

### Retraites : quid des inégalités de santé ?

Par Olivier Babeau

### L'Inde à la croisée des chemins

Par Nouriel Roubini

### Ne tombons pas dans le panneau !

Par Denis Kessler

// PAGES 15 À 18

## Défense : l'industrie hexagonale monte en cadence



Konrad K./Sipa

**ARMEMENT** Pour les industriels de l'armement, l'avenir est à la hausse des commandes. Mais pour passer après des décennies de paix en mode « économie de guerre », il faudra du temps. Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a lancé un appel urgent à la mobilisation de l'industrie de défense. En France, la

Direction générale de l'armement a passé en revue les 4.000 entreprises de la base industrielle et technologique de défense pour évaluer les montées en cadence. Le ministre a annoncé un investissement d'Eureco pour relocaliser à Bergerac la production de poudre propulsive pour les obus. // PAGES 24-25

### La hausse des taux d'intérêt pourrait prendre fin d'ici à septembre

**MARCHÉS** La Banque centrale européenne pourrait cesser ses tours de vis d'ici à la fin de l'été, selon François Villeroy de Galhau. En outre, pour le gouverneur de la Banque de France, la BCE ne sera en aucune manière obligée de relever les taux à chaque Conseil des gouverneurs. De quoi redonner un peu de baume au cœur aux marchés boursiers. Les investisseurs redoutent en effet que les banques centrales accélèrent leur resserrement monétaire face à une économie qui résiste mieux qu'attendu et une inflation qui ne faiblit pas autant qu'espéré. La Bourse de Paris a signé sa quatrième séance de baisse consécutive. // PAGE 32

### Internet : la responsabilité des plateformes contestée aux Etats-Unis

**JUSTICE** La procédure ne fait que commencer mais la Cour suprême américaine donne l'impression d'être réticente à défaire le « bouclier » légal qui permet aux plateformes du Web de ne pas être tenues pour responsables des propos qu'y tiennent leurs membres. C'est ce qui ressort des premières audiences sur deux cas – Google et Twitter – suivis de très près parce qu'ils peuvent bouleverser la façon dont fonctionne la Toile. Ces deux cas pourraient remettre en cause la fameuse section 230 du Communications Decency Act de 1996, qui protège les plateformes Internet. // PAGE 28 ET L'ÉDITORIAL DE DAVID BARROUX PAGE 20

### Marché de l'électricité : les Européens profondément désunis

**ÉNERGIE** L'Union européenne s'apprête à débattre de la réforme du marché de l'électricité. La négociation, qui promet de rebattre les cartes de la politique énergétique sur le Vieux Continent, s'annonce particulièrement difficile, tant les positions des Etats membres divergent. Un groupe de pays comprenant l'Allemagne, le Danemark et les Pays-Bas met en garde contre une réforme trop profonde et trop hâtive. La France défend de son côté des contrats à long terme pour retrouver une stabilité des prix avec, en ligne de mire, des enjeux cruciaux pour l'avenir de son énergie nucléaire. // PAGE 12

COMMUNIQUÉ réalisé par COMMIT



Photo: Présidence de la République/Galvaneau

**GABON**  
Tour d'horizon d'une économie qui sait allier développement industriel et développement durable. Pages 7 à 11



ISSN 0153-4831 115<sup>e</sup> ANNÉE  
NUMÉRO 23905 42 PAGES  
Antilles-Réunion 4,50 €. Belgique 4,00 €. Espagne 4,90 €. Luxembourg 4,20 €. Maroc 42 DH. Suisse 6,40 FS. Tunisie 9 TND.

# analyses

## Ne tombons pas dans le panneau !

Il existerait en France 600 panneaux routiers différents, contre 4 en 1909. A-t-on des preuves que leur multiplication participe à la réduction des accidents ?

LA  
CHRONIQUE  
de Denis Kessler



La France des ronds-points ! L'expression revient souvent sous la plume des commentateurs... Il est vrai que la France possède la moitié des ronds-points que compte l'Union européenne. Destinés à faciliter la circulation, ils ont été détournés de leur objet pour devenir point de ralliement en vue de la bloquer. Il suffisait d'y ajouter un étendard : le gilet jaune, rendu obligatoire par l'administration. Ce mouvement à nul autre pareil est venu enrichir le florilège déjà fourni d'expressions pour désigner un soulèvement populaire : insurrection, manifestation, jacquerie, émeute, grève...

Les ronds-points mènent à tout, à condition d'en sortir. Il n'y a pas dans la vaste panoplie des panneaux de signalisation celui indiquant la sortie. C'est peut-être pour cela que l'on redoute tant le retour des « gilets jaunes ». Pourtant des panneaux, il y en a ! L'administration est prodigue. Il existerait en France 600 panneaux routiers différents. Il y en avait 4 en 1909 : la société moderne sait de moins en moins où elle va, ceci expliquerait la prolifération de panneaux en tous genres. Les panneaux indiquent prioritairement soit une interdiction soit une obligation. Les autres signalent un danger ou donnent juste des indications. Ceci s'inscrit dans la mouvance générale de notre société où la liberté est de plus en plus encadrée : « Fais pas ça, fais pas ça, viens ici, mets-toi là [...] ou sinon gare à toi », chantait Jacques Dutronc en 1968.

### « Trous en formation »

Les panneaux de signalisation devraient d'abord être lus par l'administration. « Carrefour dangereux, 130 tués, 350 blessés » : certes, mais pourquoi ce carrefour n'a-t-il pas été réformé par l'administration dont c'est la tâche ? On préfère commander un nouveau panneau avec les chiffres actualisés. « Trous en formation » : voilà un panneau que l'on pourrait mettre devant toutes les administrations quand on voit le creusement continu des déficits et l'explosion de la dette ! Comblez les trous, de grâce ! « Voie rétrécie » ? Elargis-

sez-la ! « Bas cotés non stabilisés » ? Stabilisez-les !

On manque de comparaison internationale, mais on est frappé quand on circule en France de voir la profusion de panneaux par rapport à des pays comme l'Allemagne ou la Suisse. Tous ces panneaux défigurent souvent les routes et les villages. Tout ceci a un coût supporté en fine par le contribuable. La construction des ronds-points a coûté bien au-delà de 10 milliards d'euros, un panneau et sa pose coûtent aux alentours de 200 euros. Et il y aurait 25 millions de panneaux dans notre pays, dont la durée de vie est de 7 à 15 ans...

La sécurité sur la route est d'ordre régulier. Aucun doute. Mais a-t-on des preuves que la multiplication des panneaux participe à la réduction des accidents ? N'est-ce pas plutôt dû à l'amélioration des véhicules – freinage, éclairage... ?

**Un panneau et sa pose coûtent aux alentours de 200 euros ; et il y aurait, dans notre pays, 25 millions de panneaux, dont la durée de vie est de 7 à 15 ans...**

Levons le nez... pour ne pas tomber dans le panneau. Un nombre croissant de véhicules sont équipés d'un ordinateur de bord qui donne au conducteur les renseignements clés pour l'assister dans sa conduite (vitesse, embouteillage à venir, accident, etc.). Les voitures sans conducteur a fortiori intégreront toutes les données disponibles. Tout ceci se fera en temps réel. Et on n'aura pas à changer tous les panneaux parce que la loi change...

Repenser l'Etat, c'est repartir de ses missions. La sécurité routière en fait partie. Mais la mise en œuvre de cette mission doit évoluer. Améliorons le réseau routier en profondeur, plutôt que de signaler ses déficiences. Et pour assister les conducteurs, l'administration doit envisager d'autres voies et emprunter d'autres moyens, en utilisant les nouvelles technologies et en favorisant la voiture intelligente. Dans quelques décennies, il y aura peut-être un panneau indicatif, commémoratif : « Ici se réunissaient en 2018 des femmes et des hommes pour manifester leur mécontentement. »

Denis Kessler est président de SCOR.



Le Premier ministre Narendra Modi en février 2019.

## L'Inde à la croisée des chemins

L'Inde a développé un modèle économique où quelques « champions nationaux » contrôlent des pans importants de l'économie traditionnelle. Si ce modèle a stimulé sa croissance, il menace désormais de la freiner.

LA  
CHRONIQUE  
de Nouriel Roubini



L'Inde est en passe de devenir le premier pays du monde à moyen terme. Elle possède la population la plus nombreuse – encore en croissance – et, avec un PIB par habitant qui n'est que le quart de celui de la Chine, son économie possède d'énormes marges de progression. De plus, son importance militaire et géopolitique ne fera que croître, et c'est une démocratie dynamique dont la diversité culturelle engendrera un soft power capable de rivaliser avec ceux des Etats-Unis et du Royaume-Uni.

Il faut féliciter le Premier ministre indien, Narendra Modi, d'avoir mis en œuvre des politiques qui ont modernisé l'Inde et soutenu sa croissance. Modi a réalisé des investissements massifs dans le marché (y compris par le biais de la démonétisation et d'une réforme fiscale majeure) et les infrastructures (pas seulement les routes, l'électricité, l'éducation et l'assainissement, mais aussi la capacité numérique). Ces investissements, associés à des politiques industrielles visant à augmenter la productivité, à un avantage comparatif dans la technologie et l'informatique, et à un système de protection sociale personnalisé et numérisé, ont conduit à de solides performances économiques après la crise du Covid.

**Une concentration du pouvoir** Pourtant, le modèle qui a stimulé la croissance de l'Inde menace désormais de la freiner. L'Inde a développé un modèle économique où quelques « champions nationaux » – de grands conglomérats oligopolistiques privés – contrôlent des pans importants de l'économie traditionnelle. Cela ressemble à l'Indonésie sous Suharto (1967-1998), à la Chine sous Hu Jintao (2002-2012) ou à la Corée du Sud dans les années 1990 avec ses grands chaebols.

Certes, cette concentration du pouvoir économique a bien servi le pays. L'économie a connu une croissance rapide, malgré des taux d'investissement (en pourcentage du PIB) très inférieurs à ceux de la Chine. Les investissements ont été beaucoup plus efficaces ; de nombreux conglomérats indiens affichent des niveaux de productivité et de compétitivité de classe mondiale. Mais ces

conglomérats ont orienté, à leur profit, l'élaboration des politiques. Avec deux effets néfastes : l'innovation a été étouffée, et les start-up, dans les industries clés, tuées dans l'œuf ; et le programme gouvernemental « Make in India » s'est transformé en un programme contre-productif et protectionniste. Ces effets se reflètent maintenant dans la croissance potentielle de l'Inde.

Tout comme les tigres asiatiques ont réussi dans les années 1980 et 1990 avec un modèle de croissance basé sur les exportations de produits manufacturés, l'Inde a réussi grâce à ses exportations de services technologiques. « Make in India » visait à renforcer le côté commercial de l'économie en favorisant la production de biens destinés à l'exportation, et pas seulement pour le marché indien.

**« Make in India » s'est transformé en un programme contre-productif et protectionniste.**

Désormais, l'Inde s'oriente vers une politique plus protectionniste de substitution des importations par des productions nationales subventionnées, ce qui isole les industries locales de la concurrence mondiale. Ses politiques tarifaires l'empêchent de devenir plus compétitive à l'export, et son refus d'adhérer aux accords commerciaux régionaux entrave sa pleine intégration dans les chaînes de valeur mondiales.

Autre problème, « Make in India » s'est orienté vers un soutien à la production dans les industries à forte intensité de main-d'œuvre – voitures, tracteurs, etc. Alors que le pays devrait, au contraire, se concentrer sur les industries dans lesquelles il possède un avantage comparatif, comme la technologie et l'informatique, l'intelligence artificielle, les services aux entreprises et la fintech. L'Inde a besoin de moins de scooters et de plus de start-up de l'Internet des objets.

Enfin, la récente affaire entourant le groupe Adani est le symptôme d'une évolution qui finira par nuire à la croissance. Il est possible que le développement rapide d'Adani ait été favorisé par la politique de préférence du gouvernement vis-à-vis de certains grands conglomérats. Rappelons que les politiques de Narendra Modi ont, à juste titre, fait de lui l'un des dirigeants politiques les plus populaires dans le pays et dans

le monde ; lui et ses conseillers ne sont pas personnellement corrompus, et leur parti Bharatiya Janata sera réélu en 2024, en dépit du scandale. Mais on a désormais le sentiment que le groupe Adani peut aider à soutenir l'appareil d'Etat et à financer des projets qui, sinon, ne le seraient pas. En ce sens, le système s'apparenterait à la politique du « baril de porc » aux Etats-Unis, où certains projets locaux sont ciblés dans le cadre d'un processus légal (sinon entièrement transparent) d'achat de votes du Congrès.

### Une forme de « realpolitik »

En supposant que cette interprétation soit la bonne, les autorités indiennes pourraient répondre que ce système est « nécessaire » pour accélérer les dépenses d'infrastructure et le développement économique. Même ainsi, cette pratique serait toxique, et il s'agirait d'une forme de realpolitik assez différente – pour prendre un exemple – de celle qui consiste à acheter du pétrole russe depuis le début de la guerre d'Ukraine. Bien que ces expéditions représentent moins d'un tiers des achats totaux d'énergie de l'Inde, elles ont bénéficié d'une remise importante. Compte tenu du PIB par habitant d'environ 2.500 dollars, il est compréhensible que l'Inde recherche une énergie à moindre coût.

Bien que le scandale qui entoure l'empire Adani ne semble pas s'étendre au-delà du conglomérat lui-même, l'affaire a des implications macroéconomiques sur la solidité institutionnelle de l'Inde et la perception que les investisseurs mondiaux ont de ce pays. La crise financière asiatique des années 1990 a montré qu'au fil du temps la capture partielle de la politique économique par des conglomérats adeptes du capitalisme de « copinage » nuit à la croissance de la productivité en entravant la concurrence, en inhibant la « destruction créatrice » schumpétérienne et en augmentant les inégalités. Il est donc dans l'intérêt à long terme de Modi de s'assurer que l'Inde ne s'engage pas dans cette voie. Le succès à long terme de l'Inde dépend, en fin de compte, de sa capacité à favoriser et à maintenir un modèle de croissance compétitif, dynamique, durable, inclusif et équitable.

Nouriel Roubini est professeur d'économie à la Stern School of Business de l'université de New York.

Ce texte est publié en partenariat avec Project Syndicate.

### LE LIVRE DU JOUR

#### Quand la France était un empire

**LE PROPOS** Algérie, Tunisie, Maroc, Cochinchine, Togo, Liban, Cameroun et d'autres encore : au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècle, les frontières de la France se sont étirées très loin de l'Hexagone, formant un tout colonial de taille respectable, objet de nostalgie pour les uns et de sévère réprobation pour les autres. Dans ce livre, Denis Coigneau, professeur à l'École d'économie de Paris, va puiser aux sources des statistiques et des archives pour livrer une description la plus juste possible de ce que fut l'« empire français ».

**L'INTÉRÊT** Il est très très rare, lorsque l'on parle d'un sujet aussi inflammable que celui de la colonisation française, de trouver un ouvrage aussi attaché à rétablir la vérité des faits tout en évitant la controverse. Dépassionné mais passionnant, ce livre est le fruit d'un important travail de recherche, qui éclaire d'un jour nouveau un long épisode de son histoire que la France a toujours rechigné à regarder en face. On y apprend notamment que si



l'empire a finalement peu coûté à la métropole sur le plan économique – l'auteur montre par exemple que l'essentiel du fardeau fiscal est porté par les colonisés – les pays qui l'ont constitué n'en ont pas non plus retiré un avantage aussi substantiel qu'on voudrait le faire croire. Leur croissance après-guerre reste globalement inférieure à celle de la France et les inégalités entre colonisateurs et colonisés ne cessent de croître. Un éclairage inédit et particulièrement utile au débat.

— Daniel Fortin

« Un empire bon marché », de Denis Coigneau. Editions du Seuil, 512 pages, 24,50 euros.